Priorités basées sur la science pour les négociateurs à la CIN-5.2

Pour parvenir à un traité efficace sur les plastiques, les données scientifiques indépendantes montrent qu'il faudra :

1. Créer un traité juridiquement contraignant couvrant l'ensemble du cycle de vie des plastiques.

Les plastiques libèrent des substances chimiques et des particules de toutes tailles (notamment des micro- et nanoplastiques), depuis l'extraction des matières premières jusqu'à leur élimination. Se focaliser uniquement sur le contrôle des déchets revient à négliger des sources majeures de pollution. Pour être efficaces et équitables, les obligations doivent donc porter sur la production, en amont, ainsi que sur la phase d'usage et en fin de cycle. Vous trouverez plus de détails et des éléments scientifiques dans notre [fiche d'information](#) sur la pollution plastique tout au long du cycle de vie.

2. Fixer des obligations contraignantes pour prévenir la pollution plastique à la source.

Des cadres réglementaires nationaux limitant la production et la consommation sont nécessaires pour mettre fin à la pollution plastique et limiter la pression des plastiques et leurs substances associées sur la [triple crise planétaire](#). L'intensification du recyclage ne suffit pas à elle seule à compenser l'augmentation de la production mondiale de plastique. Vous trouverez plus de détails et des éléments scientifiques dans notre [note de synthèse](#) sur l'article 6.

3. Garantir un soutien financier, technique et un renforcement des capacités adéquats et accessibles afin que tous les pays puissent respecter leurs obligations au titre du traité.

La réaffectation des subventions préjudiciables, l'instauration de redevances en amont et la répartition équilibrée des ressources financières entre les volets de prévention, de conception des produits et de remédiation peuvent permettre de mobiliser les ressources nécessaires. Un soutien ciblé et un renforcement des capacités permettent une transition juste pour les pays à faibles revenus et les communautés affectées. Vous trouverez plus de détails et des éléments scientifiques dans notre [lettre à l'éditeur](#) de Cambridge Prisms Plastics (en anglais).

4. Promouvoir une production et une consommation sûres et durables, notamment en éliminant progressivement les groupes de substances chimiques et de produits en plastique préoccupants.

Une approche basée sur les dangers et les groupes de substances chimiques (par exemple, l'ensemble des bisphénols) permettrait d'éviter les substitutions regrettables et de maximiser les bénéfices pour la santé. L'instauration de passeports chimiques obligatoires fournirait aux régulateurs et aux entreprises les données nécessaires pour tracer, retirer du marché et repenser les plastiques dangereux et non durables sans compromettre la confidentialité légitime. Vous trouverez plus de détails et des éléments scientifiques dans notre [note de synthèse](#) sur l'article 3.

5. Élaborer des critères harmonisés à l'échelle mondiale pour définir les usages essentiels, la sécurité, la durabilité et la transparence des plastiques.

La mise en place de critères harmonisés à l'échelle mondiale permettrait de garantir des conditions de concurrence équitables, d'encourager l'innovation et de favoriser l'émergence de matériaux, de produits et de marchés fiables, plus sûrs et plus durables (y compris pour les alternatives et les substituts au plastique). Pour plus de détails et des éléments scientifiques, consultez notre [note de synthèse](#) sur l'article 5.

6. Élaborer un traité légitime et juste.

La légitimité du traité et sa mise en œuvre reposent sur la contribution de groupes d'experts possédant une large expertise, avec des politiques en matière de transparence, de représentation équilibrée et d'atténuation des conflits d'intérêts. Cela permettra également une transition juste. Vous trouverez plus de détails et des éléments scientifiques dans notre [note de synthèse](#) sur une transition juste.

7. Mettre en place une interface science-politique et un système de surveillance mondial et harmonisé.

Un organe scientifique subsidiaire, doté de garanties solides en termes de prévention des conflits d'intérêts, s'appuyant sur des critères harmonisés à l'échelle mondiale, des rapports transparents et des données accessibles au public, permettrait une mise en œuvre fondée sur des preuves scientifiques, garantissant ainsi que le traité réponde à l'évolution des connaissances. Vous trouverez plus de détails et des éléments scientifiques dans notre [note de synthèse](#) sur une interface science-politique efficace.

Priorités basées sur la science pour les articles du projet de texte du Président

Article 2 : Définitions

1. Des définitions claires sont un élément essentiel des Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME) garantissant une compréhension commune.
2. Notre **note de synthèse** propose des recommandations pour les définitions présentes dans la version actuelle du texte du Président et d'autres définitions pertinentes dans le cadre des négociations.

i Trouvez plus d'informations et d'éléments scientifiques dans notre **note de synthèse** sur l'article 2.

Article 3 : Produits en plastique

1. La réglementation des substances chimiques dangereuses à l'échelle mondiale et dans tous les plastiques (et pas seulement dans des produits spécifiques) optimise les avantages en termes de santé et de coûts.
2. Le traité doit adopter des critères clairs et fondés sur des connaissances scientifiques robustes pour définir les produits chimiques préoccupants et permettre l'ajout de nouveaux produits chimiques à l'avenir.
3. Les obligations contraignantes en matière de divulgation et de traçabilité des substances chimiques des plastiques sont essentielles pour la sécurité, la circularité et la responsabilité.
4. La réglementation de groupes entiers de substances chimiques préoccupantes, en mettant l'accent sur les dangers, est la plus efficace et évite les substitutions regrettables.

i Trouver plus d'informations et d'éléments scientifiques dans notre **note de synthèse** sur l'article 3.

Article 5 : Conception des produits plastiques

1. Des dispositions contraignantes à l'échelle mondiale en matière de conception favoriseront la transition vers une économie circulaire plus sûre, plus durable et non toxique.
2. Les critères de conception des produits sont essentiels pour permettre une économie circulaire plus sûre et plus durable et réduire la pollution plastique future.
3. Des critères basés sur des données robustes pour l'utilisation essentielle, la transparence et l'amélioration de la sécurité et de la durabilité des produits en plastique (et de toute alternative/substitut) sont essentiels pour atteindre les objectifs du traité.
4. La transparence de la composition des produits (polymères et substances chimiques) et de leur parcours tout au long de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que la déclaration des produits repensés et retirés progressivement du marché, contribueront à une mise en œuvre efficace.

i Trouvez plus d'informations et d'éléments scientifiques dans notre [note de synthèse](#) sur l'article 5.

Article 6 : Production soutenable

1. La production et la consommation actuelles ne sont pas soutenables et ont des répercussions mondiales sur l'environnement, la santé humaine et les économies.
2. La réduction de l'approvisionnement en polymères plastiques primaires modifiera considérablement la dynamique de l'économie des plastiques, avec des avantages pour l'environnement, la santé humaine, les droits de l'homme et les économies.
3. Les lignes directrices pour une production et une consommation plus sûres et plus durables doivent suivre les principes de la hiérarchie des déchets, se concentrer sur les utilisations essentielles et s'appuyer sur des données scientifiques indépendantes.
4. La réglementation peut favoriser l'innovation, et un article 6 fort peut aider l'industrie à innover pour parvenir à une économie des plastiques plus sûre, plus circulaire et plus durable.

i Trouvez plus d'informations et d'éléments scientifiques dans notre [note de synthèse](#) sur l'article 6.

Article 7 : Rejets et fuites

1. Les rejets sont intentionnels, tandis que les fuites sont non intentionnelles. Les émissions (dans l'air et dans l'eau) comprennent à la fois les rejets et les fuites. ← Releases are intentional, while leakages are non intentional. Emissions (to air and water) are included in both releases and leakages.
2. Les rejets et les fuites se produisent tout au long du cycle de vie des plastiques : lors de l'extraction/production des ressources, de la production des plastiques, du transport, de l'utilisation, de la gestion des déchets (que ce soit lors de la mise en décharge, du recyclage et de l'incinération), ainsi que lors de l'élimination et de la remédiation.
3. Les rejets et les fuites se produisent dans tous les environnements : l'eau douce, les écosystèmes marins, la cryosphère, le vivant, le sol et l'atmosphère ← Releases and leakages occur into all environments: freshwater, marine ecosystems, cryosphere, biota, soil and the atmosphere.
4. Toutes les formes de pollution plastique (macro, micro, nano, substances chimique) doivent être prises en compte, car elles sont toutes nocives pour l'environnement et la santé humaine. ← All forms of plastic pollution (macro, micro, nano, chemicals) need to be considered because they are all harmful for the environment and human health.

i Trouvez plus d'informations et d'éléments scientifiques dans notre [note de synthèse](#) sur l'article 7.

Article 11 : Mécanismes [et ressources] financiers

1. Les mécanismes financiers devraient équilibrer le financement entre les mesures en amont, en aval et intermédiaires.
2. La réorientation des flux financiers et des subventions existants vers des solutions plus sûres et plus durables, conformes aux principes de « prévention » et du « pollueur-payeur », pourrait mobiliser des ressources importantes.
3. Les mécanismes financiers devraient fournir un soutien équitable, rapide et accessible aux pays et aux communautés afin de faciliter le respect effectif de leurs obligations au titre du traité.
4. Les mécanismes financiers devraient éviter les erreurs de conception et les fausses solutions observées dans les mécanismes financiers d'autres AME (tels que les systèmes de crédits plastiques, le manque d'accès ou l'accès inéquitable aux fonds). Les outils financiers tels que les crédits plastiques pourraient reproduire les problèmes observés dans les modèles de compensation inefficaces précédents.

Article 19 : Santé

1. Les connaissances scientifiques montrent que la pollution plastique présente des dangers pour la santé humaine et l'environnement tout au long du cycle de vie des plastiques. Cela inclut l'ensemble des étapes tels que l'extraction des matières premières, la production de plastiques, l'utilisation normale et prévue des produits en plastique, le transport, la réutilisation des plastiques, le recyclage, la gestion et la mauvaise gestion des déchets, ainsi que les rejets et fuites accidentels de substances et de matériaux tout au long du cycle de vie.
2. Les experts internationaux sur la santé, y compris l'Organisation mondiale de la santé, s'accordent, de manière unanime, à dire que la protection de la santé humaine est une priorité pour le traité.
3. La protection de la santé humaine dans le traité peut être assurée en combinant un article distinct (art. 19) sur la santé avec une intégration générale de la santé humaine dans les dispositions les plus pertinentes. Cela est particulièrement le cas dans l'objectif du traité et dans les articles traitant de l'approvisionnement/la production, des substances chimiques préoccupantes et des critères harmonisés en termes d'utilisation essentielle, de sécurité, de durabilité et de transparence (articles 1, 3, 5 et 6).

i Trouvez plus d'informations et d'éléments scientifiques dans notre [note de synthèse](#) sur l'article 19.

Article 20(bis) : Organes subsidiaires

1. Une interface science-politique dédiée sera nécessaire pour mettre en œuvre efficacement le traité. Cet organe subsidiaire aura besoin d'apports techniques, économiques, sociaux et scientifiques supplémentaires, y compris une large gamme de contributions de scientifiques/d'experts pertinents provenant de multiples disciplines universitaires, de détenteurs de connaissances autochtones, de travailleurs du secteur des déchets et des communautés en première ligne.
2. Les groupes d'experts indépendants peuvent être renforcés par une politique et un processus efficaces d'atténuation des conflits d'intérêts, capables d'examiner et d'évaluer objectivement les informations scientifiques, et de mettre à jour et de modifier les annexes à mesure que les connaissances scientifiques progressent.
3. Si d'autres interfaces science-politique (ISP) existantes peuvent être complémentaires, aucune n'a la portée ni le mandat nécessaires pour accompagner un processus décisionnel efficace des États membres dans le cadre de la COP du futur traité mondial sur les plastiques.
4. La contribution des scientifiques et des experts sera nécessaire pendant la période intermédiaire entre la conférence diplomatique et la première conférence des parties (COP-1) (par exemple pour éclairer l'établissement des définitions, des critères et des listes d'annexes initiales)

i Trouvez plus d'informations et d'éléments scientifiques dans notre [note de synthèse](#) sur une interface science-politique efficace.

A propos de la Coalition des scientifiques

La **Coalition des scientifiques pour un traité efficace sur les plastiques** soutient les États membres en mettant bénévolement à leur disposition son temps et son expertise pour synthétiser, résumer et présenter des données scientifiques pertinentes, sans conflit d'intérêt. 60 de nos scientifiques indépendants se trouvent à Genève, en Suisse, du 5 au 14 août 2025, pour **la reprise de la cinquième session** du Comité intergouvernemental de négociation, chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant visant à mettre fin à la pollution par les plastiques (CIN-5.2).

Afin d'aider les négociateurs pendant le CIN-5.2, la Coalition des scientifiques a élaboré de nombreuses ressources, notamment **six nouvelles notes de synthèse qui apportent des éclairages sur des articles spécifiques** du texte du Président en anglais, français et espagnol. Les délégués du CIN, les observateurs et les médias peuvent les consulter et **s'abonner** à **notre bulletin d'information gratuit "INC Science Update"** (en anglais), qui sera publié régulièrement pendant la réunion.

Nos scientifiques sont disponibles pendant et après la session du CIN pour répondre aux questions, partager et discuter des éléments scientifiques. Pour organiser une réunion confidentielle selon la règle Chatham House, veuillez vous adresser à un membre de notre coalition à Genève ou contacter notre secrétariat par e-mail (scientists.coalition@ikhapp.org) ou Signal/WhatsApp (+64 20 452 4556).